



**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 23/10/2023

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/09/2023

Partie nominative

NOUVELLE CARRIERE D'ARCEY

Lieu-dit Sous la Prusse
BP 12
25750 Arcey

Affaire suivie par : RAMPILLON Yann
Courriel : yann.rampillon@developpement-durable.gouv.fr
Références : UID257090/SPR/YR/SB 2023 - 1023D
Code AIOT : 0005902507

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 27/09/2023 de l'établissement NOUVELLE CARRIERE D'ARCEY implanté Lieu-dit Sous La Prusse BP 12 25750 Arcey. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :

RAMPILLON Yann, Unité Interdépartementale 25-70-90, Pôle minéral, inspecteur de l'environnement

Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :

M. COUROUX Michael, Directeur
Mme FAIVRE Marylène, Secrétaire

Le courriel d'échange avec l'administration est michael.couroux@couroux.com

Le rédacteur	Le vérificateur	L'approbateur
L'Inspecteur de l'Environnement	L'Inspecteur de l'Environnement	le Chef de l'Unité Interdépartementale 25/70/90,

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 27/09/2023 de l'établissement NOUVELLE CARRIERE D'ARCEY implanté Lieu-dit Sous La Prusse BP 12 25750 Arcey, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est proposé une **lettre de suite préfectorale** pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- nom : Stock de granulats - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2009 article : 23.6 - délai : 2 mois à compter de la date de la lettre de suite
- nom : Procédure d'acceptation préalable - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014 article : 3 - délai : 1 mois à compter de la date de la lettre de suite

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 23/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NOUVELLE CARRIERE D'ARCEY

Lieu-dit Sous la Prusse
BP 12
25750 Arcey

Références : UID257090/SPR/YR/SB 2023 - 1023D
Code AIOT : 0005902507

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2023 dans l'établissement NOUVELLE CARRIERE D'ARCEY implanté Lieu-dit Sous La Prusse BP 12 25750 Arcey. L'inspection a été annoncée le 11/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NOUVELLE CARRIERE D'ARCEY
- Lieu-dit Sous La Prusse BP 12 section ZI, parcelles n° 24a, 24b... 25750 Arcey
- Code AIOT : 0005902507
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Exploitation d'une carrière de matériaux calcaires.

La carrière est autorisée par arrêté préfectoral du 16 mars 2009 pour une durée de 30 ans.

Les installations de traitement ont été remplacées par une nouvelle installation de traitement depuis environ 2 ans. L'emplacement de la nouvelle installation est positionnée plus à l'Est sur le carreau de la carrière que l'ancienne installation.

Les installations contrôlées sont le front de taille, l'aire étanche, les stocks de matériaux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- l'inspection a porté sur les suites données à la précédente inspection du 23 mars 2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Stock de granulats	Arrêté Préfectoral du 16/03/2009, article 23.6	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	2 mois
8	Procédure d'acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Autres aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 16/03/2009, article 11	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	épaisseur d'extraction et géométrie des fronts	Arrêté Préfectoral du 16/03/2009, article 22	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/03/2009, article 26 et 27	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 16/03/2009, article 30.4 et 30.5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Suivi des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6 et 19.7	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Surveillance des niveaux de vibration	Arrêté Préfectoral du 16/03/2009, article 33	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
9	Registre de suivi des apports de déchets inertes	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que les principales non-conformités constatées lors de l'inspection du 23 mars 2023 avaient été prises en compte, il subsiste toutefois deux non-conformités concernant la hauteur des stocks de matériaux et la mise en place d'une procédure d'acceptation préalable des déchets inertes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autres aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2009, article 11
Thème(s) : Autre, Autres aménagements préliminaires
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 23/03/2023 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale date d'échéance qui a été retenue : 2 mois
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Préalablement à la poursuite d'exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de mettre en place :</p> <ol style="list-style-type: none"> des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation. des bornes de nivellement permettant le contrôle de la cote NGF prescrite à l'article 22.1. une clôture solide et efficace entretenue pendant toute la durée de l'autorisation qui enfermera à tout moment les surfaces en exploitation. Cette clôture de protection, qui sera repositionnée sur les limites à chaque modification de phasage d'exploitation pour éviter toute gêne dans l'exploitation forestière, ne sera interrompue qu'au niveau de l'unique accès au site par un portail qui sera fermé en dehors des périodes effectives d'exploitation. des pancartes placées bien en vue et laissées en place pendant toute la durée de l'exploitation qui signaleront l'existence de la carrière et l'interdiction formelle de pénétrer à toute personne étrangère à l'entreprise. Elles seront régulièrement espacées, à raison d'au moins un panneau par cent mètres, sur la clôture précitée ainsi qu'au niveau du chemin d'accès. une aire étanche pour le ravitaillement des engins en carburants dans l'emprise du périmètre de la zone de renouvellement de la carrière, équipée d'un caniveau capable de collecter les

égouttures et relié à un point bas étanche équipé d'un décanteur — déshuileur avec obturateur automatique,
6. un dispositif de nettoyage de roues des camions avant la sortie de la carrière afin que ces véhicules sortant ne puisse être à l'origine de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.
Ces aménagements doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Pour rappel, lors de l'inspection du 23 mars 2023, il avait été constaté l'absence d'aire étanche pour le ravitaillement et le stationnement des engins. Il a été constaté que l'exploitant avait fait réaliser une nouvelle aire étanche, celle-ci est suffisamment dimensionnée pour que l'ensemble des engins puissent stationner en dehors des horaires de fonctionnement de la carrière. Cette aire étanche est reliée à un décanteur – déshuileur. Elle est située à côté de la cuve utilisée pour le ravitaillement des engins.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : épaisseur d'extraction et géométrie des fronts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2009, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, épaisseur d'extraction et géométrie des fronts
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 3 mois
Prescription contrôlée : 22.1 - La cote minimale d'extraction du carreau principal ne doit pas être inférieure à 375 mètres NGF pour la zone concernée par le renouvellement et à 420 mètres NGF pour la zone d'extension 22.2 - Les fronts doivent être constitués : - pour la zone de renouvellement de trois gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale, séparés par des banquettes de 4 mètres minimum de large, - pour la zone d'extension d'au maximum quatre gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale, séparés par des banquettes de 4 mètres minimum de large. 22.3 - Les banquettes sensiblement horizontales ainsi constituées doivent progresser avec le front d'abattage et être conservées durant toute la durée de l'exploitation de la carrière. 22.4 - Les bords supérieurs de l'excavation sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. L'exploitation de la masse doit être arrêtée, à compter des bords de la fouille, à une distance horizontale telle que, compte tenu de la nature et de l'épaisseur tant de la masse exploitée que des terres de recouvrement, l'équilibre des terrains voisins ne soit pas compromis.

Constats : Pour rappel, lors de l'inspection du 23 mars 2023, il avait été constaté que le front de taille inférieur avait une hauteur d'environ 20 mètres sur une petite portion. Il a été constaté que les fronts de taille avaient été repris pour limiter la hauteur des fronts à 15 m.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Stock de granulats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2009, article 23.6
Thème(s) : Risques accidentels, Stock de granulats
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 3 mois
Prescription contrôlée : Les stocks de granulats élaborés d'un volume maximal de 20 000 m ³ seront impérativement à l'intérieur du périmètre autorisé et préférentiellement en fond de fouille de la zone de renouvellement. Les stocks devront être talutés à 2/3 par rapport à l'horizontale et avoir une hauteur maximale de 5 mètres.
Constats : Pour rappel, lors de l'inspection du 23 mars 2023, il avait été constaté que les stocks de granulats avaient une hauteur supérieure à 10 m. Il avait été indiqué à l'exploitant que s'il souhaitait continuer à stocker les granulats sur une hauteur supérieure à 5 m, il devait déposer un dossier de modification avec tous les éléments d'appréciation conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement (déplacement de la nouvelle installation, impact sur les poussières, sur le paysage, ...). Non-conformité : Il a été constaté que la hauteur des stocks de matériaux est toujours supérieure à 10 m et l'exploitant n'a pas déposé de dossier de demande de modification des conditions d'exploitation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2009, article 26 et 27
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/03/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : prochain plan
Prescription contrôlée : <p>26 – L'exploitant doit établir un plan de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,- le bord de la fouille,- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs (nivellement NGF),- les zones remises en état,- la position des éléments de surface à protéger visés à l'article 22.4 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. <p>27 – Ce plan est mis à jour au moins une fois par an ; l'exploitant doit le tenir à la disposition de l'Inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
Constats : <p>Pour rappel, lors de l'inspection du 23 mars 2023, il avait été constaté que le plan de la carrière ne comportait pas l'ensemble des éléments prévus à l'article 26.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'un nouveau relevé topographique de la carrière venait d'être réalisé par un géomètre et qu'un nouveau plan était en cours de réalisation. L'exploitant a indiqué que l'ensemble des éléments devant apparaître sur le plan avait bien été pris en compte.</p> <p>L'exploitant a transmis le nouveau plan de la carrière après l'inspection, celui-ci n'appelle pas d'observations.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2009, article 30.4 et 30.5
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/03/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 3 mois

Prescription contrôlée :

30.4. — Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées par des hydrocarbures telles que les eaux de ruissellement sur l'aire aménagée pour les engins de chantiers, telle que prévue à l'article 11.5, ou telles que les eaux pluviales recyclées du dispositif de nettoyage des roues prescrit à l'article 11.6 doivent transiter par un dispositif débourbeur séparateur d'hydrocarbures équipé d'un obturateur automatique avant d'être acheminées dans le milieu naturel en respectant les normes fixées ci-dessus :

Les normes de rejet dans le milieu naturel sont :

- MEST (matières en suspension totale) : < 35 mg/l (norme NF T 90 105)

- Hydrocarbures : < 10 mg/l (norme NF T 90 104)

- DCO : < 125 mg/l (norme NF T 90 101)

Un prélèvement annuel à la sortie du système décanteur-déshuileur sera effectué pendant une période pluvieuse et les résultats sont tenues à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

30.5 – Le ravitaillement des engins doit être réalisé sur l'aire étanche prévue à l'article 11.5 par transfert du fuel domestique à partir de la cuve double enveloppe de 15 000 litres enterrée et jouxtant l'aire étanche.

Les opérations d'entretien simple des engins doivent être réalisées sur l'aire étanche mentionnée à l'article 11.5 du présent arrêté.

Le stationnement des engins en dehors des heures de travail et lors des immobilisations prolongées devra être réalisé au niveau de l'aire étanche susmentionnée.

Constats :

Pour rappel, lors de l'inspection du 23 mars 2023, il avait été constaté que l'exploitant n'avait pas fait réaliser de prélèvement en sortie du décanteur-deshuileur, la carrière n'étant plus équipée d'aire étanche.

L'exploitant a indiqué qu'un prélèvement en sortie du décanteur-deshuileur venait d'être réalisé mais qu'il ne disposait pas encore des résultats d'analyse réalisée par Filab.

L'exploitant a transmis les résultats d'analyse après l'inspection, les rejets sont conformes aux seuils réglementaires.

L'exploitant nous a assuré que les engins stationnaient sur la nouvelle aire étanche en dehors des heures de travail.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Suivi des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6 et 19.7

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 3 mois

Prescription contrôlée :

Art 19.6 :

Le plan de surveillance comprend :

- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;
- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;
- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.

Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

Art 19.7 :

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.

L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

Constats :

Pour rappel, lors de l'inspection du 23 mars 2023, il avait été constaté que l'exploitant n'avait pas fait réaliser de nouvelle mesure de retombées de poussières depuis septembre 2019 et il avait été demandé d'ajouter un point de mesure au niveau des premières habitations situées sous les vents dominants.

L'exploitant a présenté le devis passé avec le bureau d'étude Géo+Environnement pour réaliser les mesures de retombées de poussières. La prochaine mesure doit être réalisée en octobre 2023 puis les mesures seront réalisées avec une fréquence trimestrielle.

L'exploitant a confirmé qu'un point de mesure supplémentaire a bien été ajouté au niveau des premières habitations.

Il est rappelé à l'exploitant que les résultats des mesures de retombées de poussières devront être déclarés lors de la déclaration annuelle sous l'application GEREP.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Surveillance des niveaux de vibration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2009, article 33
Thème(s) : Risques accidentels, Vibration
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/03/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 15 jours
Prescription contrôlée : <p>33.1 — Le nombre de tirs de mines effectués ne doit pas excéder deux par semaine. La charge d'explosifs par trou ne doit pas dépasser 67 kg.</p> <p>L'exploitant doit se mettre en relation avec le représentant local de POOffice National des Forêts pour convenir des modalités d'information des dates retenues pour la réalisation des tirs de mines.</p> <p>33.2 — Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 5 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction..[...]</p> <p>Le respect de la valeur ci-dessus sera vérifié, en particulier au niveau des habitations du hameau de GONVILLARS et dans la grotte de GONVILLARS, dès les premiers tirs réalisés sur la carrière et dans les conditions représentatives d'exploitation, puis à la demande de l'inspecteur des installations classées par campagnes périodiques.</p> <p>Les résultats des mesures qui seront reconduites systématiquement tout au long de la durée de l'autorisation au niveau d'une habitation de GONVILLARS, et systématiquement au cours de la première année au niveau de la grotte de GONVILLARS, doivent être tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Dans le cas où une campagne de mesures mettrait en évidence un dépassement, une étude devrait être alors élaborée afin de déterminer :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'origine de ces dépassements,- les moyens à mettre en œuvre pour respecter les normes précitées.
Constats : <p>Pour rappel, lors de l'inspection du 23 mars 2023, il avait été constaté que la charge unitaire d'un des tirs du 28/02 avait dépassé la charge unitaire maximale de 67 kg.</p> <p>L'exploitant a transmis les derniers plans de tir qui ont été réalisés en date du 01/08, 23/08, 31/08, et du 18/09. La charge unitaire pour chacun de ces tirs est bien inférieure à 67 kg.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Procédure d'acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/03/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 2 mois
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.</p> <p>L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.</p> <p>Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :</p> <ul style="list-style-type: none">- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. <p>Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.</p>
Constats : <p>Pour rappel, lors de l'inspection du 23 mars 2023, il avait été demandé à l'exploitant de mettre en place et de formaliser une procédure d'acceptation préalable avant l'arrivée des déchets inertes sur la carrière.</p> <p>Non-conformité : L'exploitant a indiqué que la procédure d'acceptation préalable n'avait pas été réalisée, il a toutefois rappelé que la quantité de déchets inertes actuellement acceptée sur la carrière était faible et que les déchets inertes ne provenaient que de chantiers de terrassement réalisés à proximité. Une telle procédure d'acceptation préalable doit être mise en place et formalisée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Registre de suivi des apports de déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/03/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 2 mois
Prescription contrôlée : <p>Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.</p> <p>Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none">- la date de réception ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none">- la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ;- les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;- lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;- s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ;- la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :</p> <ul style="list-style-type: none">- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;- l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;- la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ;- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro

de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;

d) Concernant l'opération de traitement :

- le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;

- lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;

- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Pour rappel, lors de l'inspection du 23 mars 2023, il avait été constaté que le document de suivi des déchets inertes ne comportait pas l'ensemble des éléments prévus à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021.

Le registre de suivi des déchets a été présenté, il est réalisé de manière informatique, celui-ci a été complété pour comporter l'ensemble des éléments prévus à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet